

BB²¹ À BB²⁴. GRÂCES.

REJETS DE RECOURS EN GRÂCE.

Les papiers du bureau des Grâces, depuis l'an XI jusqu'à 1885, entrés aux Archives nationales avec les treize versements successifs effectués, de 1827 à 1929, par le Ministère de la Justice, constituent les sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Ces quatre sous-séries sont loin de présenter une importance égale : les trois premières, qu'on peut considérer comme fermées, s'arrêtent au début du second Empire, -- si l'on excepte les réhabilitations placées dans BB²¹ --; la quatrième, BB²⁴, dont les documents atteignent actuellement l'année 1885, doit encore s'accroître par les apports futurs⁽¹⁾. La valeur historique des dossiers conservés dans chacune d'elles est assez variable : certaines des affaires pour lesquelles des condamnations avaient été prononcées et, par suite, des remises de peines sollicitées, ont donné lieu souvent à des rapports très étendus, d'un intérêt incontestable pour l'histoire; d'autres n'ont été l'objet que de notes sommaires ou se réduisent même parfois à la simple demande en grâce du condamné.

⁽¹⁾ Cinq versements du Ministère de la Justice, effectués en 1934, 1937, 1938 et 1941, ont fait entrer aux Archives Nationales la suite des dossiers de grâces et de rejets de recours en grâce jusqu'à l'année 1930 inclusivement. Mais, pour être intégrés et cotés dans la sous-série BB²⁴ puis inventoriés, ces documents doivent être triés. Ce travail de triage, qui a porté jusqu'à présent sur l'ensemble des papiers du bureau des grâces -- depuis l'origine jusqu'à 1885, ne pourra être fait désormais, en raison de la date récente des dossiers, qu'après certains délais fixés par le Ministre de la Justice (Lettre du 5 mai 1923 à la Direction des Archives). Le triage des dossiers des années 1881 à 1890, qui d'après l'autorisation ministérielle pouvait être commencé en 1940, est actuellement (1946) en cours d'exécution. (Voir ci-dessous, p. 149, notice de BB²⁴, note 2.)

Le fonds le plus ancien de ces sous-séries, conservé sous les cotes BB²¹ 1 à 169, est formé, en partie, des papiers du Conseil privé, qui fut institué par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X pour examiner les recours en grâce ⁽²⁾. Cette institution ne survécut pas au premier Empire. Les procès verbaux de ses séances depuis le 29 brumaire an XI s'arrêtent an 12 juin 1813; ils sont cotés BB²¹ 1 à 61. Par ailleurs, le service des Grâces, d'où proviennent les documents des quatre sous-séries, n'a guère varié au cours du XIX^e siècle : bureau du Grand-Juge (1^{re} Division de l'an XII à 1808; 3^e Division, 3^e Section, puis 3^e Bureau, de 1809 à 1815) fonctionnant à côté du Conseil privé; 3^e, puis 2^e Bureau (depuis 1823) de la Direction des Affaires criminelles et des Grâces que dirigea, de 1814 à 1822, le jurisconsulte Le Graverend, -- ce service n'a pas cessé, depuis le Consulat et l'Empire, de s'occuper du " travail des recours en grâce et des demandes en réhabilitation ". Plus tard, est ajouté à ses attributions le " travail général des grâces collectives accordées annuellement dans les bagnes et prisons ", dont l'usage remontait à l'ordonnance du 6 février 1818 et dont on trouvera les dossiers, en partie, dans la sous-série BB²². D'autre part, les 11706 dossiers d'insurgés de la Commune de Paris, en 1871, rangés maintenant dans la sous-série BB²⁴, ont pour origine " l'instruction des demandes en remise ou commutation de peines formées par les individus condamnés pour faits insurrectionnels ", dont le bureau des grâces fut également chargé, de 1877 à 1883⁽¹⁾.

⁽²⁾ Le Conseil privé était composé du Grand-Juge, de deux Ministres, de deux Sénateurs, de deux Conseillers d'État et de deux juges au Tribunal de Cassation. Les minutes des procès verbaux des conseils privés pour recours en grâce, présidés par l'Empereur, sont aussi conservées sous les cotes AF. IV 1232 à 1235 (an X-1813). Les expéditions de ces procès-

verbaux envoyées au Grand-Juge sont cotées au début des décrets de grâce, BB²⁴ 2251 et 2252.

⁽¹⁾ Ces dates sont données par l'*Almanach national*, mais, en fait, le bureau des grâces eut à examiner les recours en grâce des insurgés de 1871, dès l'année 1872.

Jusqu'aux premières années du Second Empire, ce bureau avait réparti ses différentes catégories de dossiers en plusieurs groupes distincts. Quand ces papiers sont entrés aux Archives nationales, les classements adoptés au Ministère ont été maintenus; ils expliquent la formation des quatre sous-séries : BB²¹ (grâces accordées), BB²² (amnisties, grâces collectives, grâces politiques), BB²³ (grâces militaires), BB²⁴ (demandes de grâces, rejets de recours en grâce), qui figurent avec ces titres dans l'*État sommaire* publié en 1891. Plus tard, à partir des années 1856 et 1857, ces répartitions ont été peu à peu abandonnées par le bureau des grâces; un classement unique a prévalu. En conséquence, les liasses formées par ce service, depuis cette époque, composées désormais de dossiers appartenant à toutes les catégories énumérées ci-dessus, ont été, après leur transfert aux Archives nationales, exclusivement affectées à la sous-série BB²⁴. Il en sera de même pour les versements futurs⁽²⁾. Une exception, cependant, a été faite pour les dossiers de réhabilitation qui, retirés des liasses pendant les opérations de triage, ont été groupés et cotés dans la sous-série BB²¹, à partir de l'article 651.

⁽²⁾ Pour coter ses dossiers, le bureau des grâces a employé, au cours du XIX^e siècle, plusieurs lettres de série, suivies d'un numéro d'ordre : 1^{re} série jusqu'à 7^e série, concurremment avec les lettres BG ou G, de l'an XI à 1811; S, suivi d'un chiffre, de 1 à 9, de 1812 à 1850; S, suivi des deux derniers chiffres de l'année, à partir de 1851 (par exemple, S. 52, S. 53, etc. pour les années 1852, 1853...). C'est ce dernier mode de cotation qui est encore en vigueur. D'autre part, des répertoires sur fiches et des registres ont été utilisés par ce service pour retrouver ou enregistrer ses dossiers. Ces instruments de travail peuvent servir encore, dans une certaine mesure, pour les recherches. Ils constituent en partie la sous-série BB²⁷ et, en totalité BB²⁸.

Dans cette masse de papiers, distribués aux Archives nationales entre les quatre sous-séries BB²¹ à BB²⁴, il a paru nécessaire, en effet, d'effectuer un travail de discrimination. Après approbation de la Commission supérieure des Archives et d'accord avec le Ministère de la Justice, toutes les affaires de droit commun, reconnues complètement dépourvues de valeur historique, ont été écartées. Toutefois, cette mesure comportait une réserve : les dossiers du Consulat et de l'Empire et, à plus forte raison, les documents plus anciens ont été intégralement conservés, la distinction entre les crimes ou délits de droit commun et ceux qui ont un caractère politique ou historique étant malaisée pour cette période. Aucun triage n'a été effectué non plus dans les dossiers politiques des inculpés des Commissions mixtes de 1852 (BB²² 131 à 189), ni dans ceux des insurgés de la Commune de Paris, en 1871, contenus dans la sous-série BB²⁴. Les autres papiers de la période postérieure au Premier Empire ont été triés⁽¹⁾ avec le souci de garder strictement tout ce qui pouvait fournir une contribution -- si minime fût-elle -- à l'histoire.

⁽¹⁾ Le triage des dossiers ayant nécessairement qui porte les numéros extrêmes des liasses réduit l'épaisseur des liasses, plusieurs articles anciennes. ont pu être réunis, généralement, en un seul,

On trouvera ci-dessous, précisément, l'énumération des catégories de dossiers d'affaires ayant un caractère historique qu'il a paru utile de conserver et qui constituent maintenant, en totalité ou en partie, chacune des sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Pour l'histoire des troubles en France au XIX^e siècle, principalement, ces documents sont une source assez peu connue jusqu'à présent et qui ne doit pas être négligée.

Affaires politiques. -- Insurrections, émeutes, conspirations, complots, attentats, soulèvements, manifestations, propagande contre le Régime établi; agissements contre la République, menées royalistes, manifestations du parti légitimiste, “ terreur blanche ”, mouvements anti-royalistes, républicains, propagande bonapartiste, manifestations pour ou contre l'Empereur. -- Chouannerie, brigandages commis par des royalistes, par des chouans ou sous prétexte de chouannerie; bandes de Diot. -- Articles, livres, discours, pamphlets, manifestes, cris, propos et chants séditieux, outrageants ou injurieux pour le pouvoir établi : pour le Roi ou la famille royale, pour l'Empereur ou sa famille, pour le Président de la République, l'Assemblée nationale, les Ministres, pour les souverains étrangers. -- Drapeaux ou emblèmes séditieux. Dessins, peintures, médailles, statuettes et autres objets séditieux; mise en vente de portraits des membres de la famille déchue, de personnages hostiles au Régime établi. -- Agissements en faveur des ennemis de la France; révoltes contre la domination française; individus condamnés pour avoir porté les armes contre la France. -- Conventionnels et Représentants bannis. -- Associations, clubs et réunions politiques; associations républicaines. -- Agissements socialistes et communistes; menées démagogiques, discours anarchiques, propagande révolutionnaire. -- Émeutes, troubles à propos des élections; fraudes électorales. -- Nouvelles fausses ou alarmantes. -- Sociétés secrètes (notamment : “la Marianne ”, “ la Militante ”, “les Francs-Juges”, “ la Fraternité universelle ”); secte des Carbonari. -- Détention ou fabrication d'armes ou de munitions de guerre, en vue de mouvements insurrectionnels. -- Évasion de prisonniers politiques. -- Antagonismes de races ou de nationalités.

A noter parmi les complots, attentats, insurrections, mouvements révolutionnaires, émeutes : complots de G. Cadoudal, du général Malet, conspiration Didier, conspiration des “ Patriotes de 1816 ”, complot du général Berton (1822), complots de Belfort et de Colmar (1822); complot de Geslain, ancien valet de chambre de la duchesse de Berry; complot de la rue des Prouvaires, en 1832; insurrection des 5 et 6 juin 1832; affaire d'avril 1834; événements de Lyon, en avril 1834; attentat de Fieschi, le 28 juillet 1835; insurrection des 12 et 13 mai 1839; affaire de l'explosion de la rue Montpensier, en novembre 1839; complot de Boulogne (6 août 1840); attentat de Darmès contre le Roi (15 oct. 1840); troubles à Paris en septembre 1841; attentat de Quenisset contre les princes (13 sept. 1841); complot communiste contre le gouvernement à Paris (procès des Communistes dits “ Matérialistes ”); révolution de février 1848 (dévastations de lignes de chemins de fer, de châteaux, etc.); émeutes en province, notamment à Lyon, à la fin de février 1848, à Rouen, à Limoges, en avril 1848; “ journées ” de juin 1848; insurrection des 22 et 23 juin 1848 à Marseille; désordres à l'occasion de l'élection de L. N. Bonaparte à la Présidence de la République (10 décembre 1848); mouvement insurrectionnel du 13 juin 1849 [manifestation contre l'Assemblée législative]; insurrection à Lyon, dans les départements du Rhône, de la Loire et de Saône-et-Loire, les 14 et 15 juin 1849; complot de Mulhouse (juin 1849); complot d'Oran (juin 1850); insurrection de décembre 1851; complot de Lyon, en 1851; complot dit de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique (juin-juillet 1853); insurrection à Angers, les 26 et 27 août 1855; préparation d'insurrection ou mouvements insurrectionnels dans la Nièvre et à Angoulême, en 1854 et 1855, en Bourgogne, à Vienne (Isère), à Lyon, dans les Deux-Sèvres, dans les départements du Midi, en 1856, à Lyon, en décembre 1857, en Saône-et-Loire, en 1858; attentat contre l'Empereur (14 janvier 1858) [Orsini]; mouvement insurrectionnel de l'Aurès (1858); insurrection du Hodna (Algérie), en février-mars 1860; insurrection de la Kabylie, en 1860 et 1864-1865; attentat projeté contre l'Empereur en 1863-1864; tentative d'assassinat sur le tsar Alexandre II à Paris, le 6 juin 1867; émeutes et barricades à Paris, en février et mai 1870, en janvier 1871; insurrection de la Commune de Paris, en 1871; mouvements révolutionnaires ou insurrectionnels en province, en octobre 1870 et en 1871 (notamment à Brest, Mulhouse, Lyon, Narbonne, Limoges, Marseille, Bordeaux, Saint-Étienne, Montargis, Cosne, Neuvy, la

Charité-sur-Loire, au Creusot, dans les Pyrénées-Orientales); insurrection algérienne en 1871; insurrection de la Martinique, en septembre 1870; insurrection de l'Aurès (mai 1879).

Affaires locales. -- Hostilités, rixes sanglantes entre habitants de communes voisines, par suite de divergences politiques, de rivalités, à cause de limites ou de propriétés communales, de fusions de communes, du tirage au sort, etc. -- Conflits sanglants en Corse; vendetta. -- Désordres, émeutes, agitation, manifestations à propos de recensements, de saisie de troupeaux, de droits de pâturage, d'affouages, de droits d'usage, de péages, de droits de marché, de bancs d'église, etc... -- Revendications de terrains, de bois, etc... par des communes; usurpations. -- Dévastations de propriétés par des habitants en bande; opposition d'habitants à des constructions de chemins. -- Troubles dans les théâtres, dans les bals, pendant les fêtes. -- Manifestations, écrits ou propos injurieux contre les maires, les adjoints, les conseils municipaux; troubles, émeutes provoqués par des arrêtés de préfets, de maires. -- Troubles à propos de nominations, de déplacements, de maintien ou de réinstallation de desservants, de vicaires, d'instituteurs. -- Désordres dans les églises; pillages de presbytères. -- Incidents et désordres à propos de suppression d'édifices du culte, d'enlèvement de croix, de plantation ou de destruction d'arbres de la Liberté. -- Tumultes, incidents, fraudes à l'occasion d'élections. -- Polémiques et luttes électorales. -- Émeutes à la suite de banquets patriotiques. -- Charivaris. -- Tenue irrégulière ou lacération de registres de l'état-civil. -- Incendies (quand ils occasionnent des dommages considérables). -- Incendies ou accidents occasionnés par des feux d'artifice, pendant des fêtes. -- Clubs dans les villes. -- Affaires concernant les Cercles littéraires.

Questions ouvrières; industrie; travaux publics. -- Rivalités, conflits, rixes sanglantes entre ouvriers de corporations différentes ou de compagnonnages opposés, entre ouvriers français et étrangers. -- Émeutes d'ouvriers à propos de salaires ou pour d'autres causes (emploi d'étrangers, fermetures d'usines, introduction de machines dans l'industrie). -- Grèves, coalitions. -- Destruction de métiers ou de machines. -- Destructions et pillages sur les lignes de chemins de fer (février 1848). -- Monopoles organisés par des corporations ouvrières. -- Troubles provoqués par des résiniers. -- Contraventions à la loi sur le travail dans les manufactures (patrons condamnés). -- Ouvertures d'usines, exploitation de mines, de tourbières, etc... sans autorisation; accidents de mines, explosions de grisou. -- Infraction à des ordonnances sur les chemins de fer, sur les bateaux à vapeur : accidents (graves) de chemins de fer; écroulements de ponts en construction, de monuments (ingénieurs, architectes, entrepreneurs condamnés). -- Dérailements occasionnés par des ouvriers congédiés.

Subsistances. Commerce. -- Troubles, rébellions, émeutes à propos des subsistances. -- Pillages de grains et de farines. -- Entraves à la libre circulation des grains. -- Hausse illicite des denrées. -- Incendie de récoltes. -- Troubles dans les ports à l'occasion de l'embarquement de denrées. -- Désordres dans les marchés. -- Infractions à la taxe du pain. -- Abus commis par des boulangers à l'occasion de la vente du pain. -- Contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce. -- Divulgarion des secrets de fabrication. -- Fraudes dans l'industrie. -- Bénéfices scandaleux et agissements frauduleux à l'occasion du ravitaillement de Paris (1870-71). -- Banqueroutes (quand il s'agit d'affaires importantes). -- Faillites (quand elles ont des répercussions sur le commerce ou l'industrie). -- Prêts usuraires.

Agriculture. Forêts. -- Rébellions contre des gardes forestiers, à la suite de la répression du braconnage, de délits forestiers, de perquisitions. -- Émeutes occasionnées par la poursuite de délits. -- Associations de braconniers. -- Nombreux délits de chasse et bandes de braconniers, en 1830, en 1870. -- Pillages, dévastations, incendies de forêts. -- Émeutes à propos de

reboisements. -- Forêts exploitées avec l'autorisation des puissances alliées, pendant l'invasion (1814). -- Invasion de sauterelles en Algérie. -- Infraction au règlement sur les vendanges.

Affaires religieuses; cultes. -- Manifestations, ouvrages, brochures, chansons, libelles ou articles outrageants pour la religion. -- Manifestations contre l'archevêque de Paris, contre des desservants. -- Propos contre le clergé, contre des prêtres. -- Dévastations commises chez des religieux. -- Violences faites à des prêtres constitutionnels, à des individus pour cause de religion. -- Enlèvement de prêtres réfractaires arrêtés. -- Troubles graves suscités par des haines de religions. -- Dissensions, entre habitants de religions différentes. -- Collisions sanglantes entre catholiques et protestants. -- Réunions du culte de l'Église protestante libre de France, de la Secte des Évangélistes, de la Secte dite des " Indépendants", etc... -- Bruits répandus du massacre des protestants par les catholiques. -- Manifestations contre le clergé occasionnées par la crainte du rétablissement de la dime. -- Émeutes à la suite du refus de curés de faire des processions pendant des orages. -- Oppositions aux arrêtés préfectoraux sur la fermeture des cabarets pendant les offices. -- Mariages religieux célébrés avant le mariage civil. -- Désordres pendant des cérémonies religieuses. -- Sermons hostiles au gouvernement ou aux autorités, prononcés en chaire. -- Affaire Théotiste Covarel (troubles dans le diocèse de Saint-Jean de Maurienne, 1873-1876). -- Manifestations, agissements contre des israélites. -- Tentatives de scission dans le culte judaïque. -- Tumultes dans des synagogues.

Instruction publique. -- Écoles, pensions ouvertes sans autorisation. -- Langues anciennes enseignées illégalement dans des écoles. -- Enseignement religieux; enseignement du catéchisme sans autorisation. -- Fraudes aux examens du baccalauréat. -- Troubles dans les facultés, dans les écoles.

Presse. Librairie. -- Délits de presse; poursuites contre les journaux. -- Édition, distribution, vente ou colportage de journaux, brochures, périodiques, etc., interdits ou séditieux. -- Libelles, factums ou articles diffamatoires. -- Contraventions aux lois sur l'imprimerie et la librairie. -- Imprimeries clandestines. -- Ouvrages condamnés pour outrage à la morale (chansons de Béranger, oeuvres de Baudelaire, etc...). -- Vente ou publication de gravures ou de photographies non autorisées. -- Contrefaçon d'ouvrages. -- Polémiques entra gérants de journaux. -- Contraventions de presse à l'occasion de brochures ou de feuilles électorales.

Affaires militaires. -- Rébellions et troubles à propos de l'arrestation de déserteurs, de militaires insoumis. -- Brigandages commis par des bandes de soldats réfractaires. -- Émeutes à propos de la conscription. -- Conscrits réformés par complaisance ou par suite de simulations de maladies. -- Affaires de remplacements militaires. -- Refus de service dans la garde nationale ou manquement au service; rivalités dans la garde nationale; troubles à l'occasion de l'élection des officiers, des opérations du conseil de révision ou de la réorganisation de la garde nationale. -- Tumultes pendant des revues de troupes. -- Manifestations, publications, cris, propos contre l'armée, contre des officiers. -- Rixes, collisions entre ouvriers et soldats. -- Troubles, émeutes, pillages occasionnés par des soldats. -- Soldats ou officiers étrangers blessés, tués ou volés en 1814, 1815. -- Brigandages et pillages par des soldats alliés en 1815. -- Collisions entre les populations et les soldats des garnisons. -- Mutineries, insubordinations. -- Abandons de postes devant l'ennemi ou l'insurrection. -- Évasions de prisonniers de guerre. -- Soldats français tués ou blessés à l'étranger. -- Attaque de troupes françaises ou de marins par des indigènes. -- Pillages par des corps francs, en 1815; par des francs-tireurs, en 1870. -- Espionnage. -- Guerre de 1870-71 : désertions, relations ou intelligences avec les Prussiens, refus de répondre à l'appel sous les drapeaux, abandon d'armes, pillages de trains de ravitaillement, pillages et vols par les Allemands, ravitaillement de l'armée allemande, incendies de villages par les Allemands (complicités), dénonciations contre des habitants qui

s'étaient opposés à l'avance allemande. -- Manifestations contre des officiers prussiens. -- Fournisseurs aux armées : fraudes.

Affaires maritimes et coloniales. -- Naufrages. -- Révoltes 'd'équipages. -- Pillages de navires échoués; vols d'épaves. -- Pertes volontaires de bateaux (baraterie). -- Rivalités entre pêcheurs, entre pêcheurs français et anglais; pêches par des bateaux anglais dans les eaux territoriales françaises. -- Pêcheries dévastées par la pêche en temps prohibé. -- Rébellion de pêcheurs à l'occasion des règlements. -- Traite des noirs. -- Contravention aux lois sur le régime de l'esclavage. -- Tentative d'insurrection à la Guadeloupe, à la Martinique (1833). -- Empoisonnements commis par des nègres à la Martinique. -- Attaque et massacre de colons par des indigènes. -- Tentatives de déraillement par des arabes, en Algérie. -- Exactions de chefs indigènes.

Impôts; affaires fiscales. -- Rébellions contre des préposés d'octroi, contre des agents des contributions. -- Refus de payer les contributions. -- Troubles, désordres, émeutes à propos du droit d'octroi, des contributions indirectes, de l'impôt des quarante-cinq centimes, des droits sur les vins, sur les fruits distillés. -- Tentatives de destruction des registres de receveurs. -- Contrebande. -- Fabrication frauduleuse du sel. -- Plantation clandestine de tabac. -- Fabrication clandestine de cartes à jouer.

Justice. Police. Prisons. -- Attaques et arrestations de diligences, de courriers. -- Banditisme ; garrotteurs; chauffeurs. -- Brigandages en Corse, dans les Pyrénées (traboucaires). -- Associations de malfaiteurs. -- Invasions de mendiants. -- Bandes de brigands sur le territoire pontifical. -- Fabrication et émission de fausse monnaie, de faux billets de la Banque de France, de la Banque russe, de la Banque d'Angleterre, etc. -- Faux papier timbré. -- Vols à la Bibliothèque nationale, aux Tuileries, au Louvre, dans les églises. -- Vol de trésors trouvés. -- Maisons de jeux. -- Jeux clandestins, bookmakers aux courses, “ paris à la cote”. -- Escroqueries (quand elles présentent quelque singularité). -- Révoltes de détenus. -- Maisons de refuge pour jeunes détenus. -- Mise en apprentissage des enfants ayant agi sans discernement. -- Société pour le patronage des jeunes libérés. -- Mémoires ou propos injurieux pour des tribunaux, pour des magistrats. -- Contraventions à la police des théâtres, aux règlements sur la circulation. -- Rébellions, manifestations contre la police, la gendarmerie.

Affaires diverses. -- Affaires notables (ex. : affaire Teste). -- Exercice illégal de la médecine. -- Rebouteurs. -- Épidémies; désordres à l'occasion du choléra. -- Arrêtés pour éviter la propagation du typhus (infraction). -- Troubles à Paris à propos de l'abolition de la peine de mort. -- Refus, par des charpentiers, de dresser l'échafaud. -- Crimes ayant ému l'opinion. -- Superstitions, croyances à la sorcellerie dans les campagnes, aux sortilèges (escroqueries à cette occasion). -- Duels. -- Loteries. -- Contraventions (quand il s'agit de personnages célèbres). -- Reproduction d'objets d'art sans autorisation. -- Destruction ou mutilation de monuments ou d'œuvres d'art. -- Dessins signés de fausses signatures d'artistes réputés. -- Dossiers contenant des lettres de personnages connus jointes à des demandes en grâce.

Les sous-séries BB²¹ à BB²⁴ contiennent des dossiers rentrant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus ou concernant des individus ayant participé à l'une ou l'autre de ces affaires. Cette énumération peut donner une idée générale de l'intérêt historique que présentent les dossiers de grâce et permettra de n'indiquer, dans le présent *État sommaire*, que les affaires considérées comme les plus importantes. La consultation des inventaires analytiques manuscrits de ces quatre sous-séries et de la table sur fiches, par noms propres et par matières, de ces instruments de travail reste indispensable. Il y aura lieu enfin de se reporter aux dossiers de grâces qui figurent dans d'autres sous-séries : BB³ 144, 168 et 170¹ et

², BB³⁰ 462 à 479, 480 à 483, BB^{30*} 809, F⁷ 9337 et 9338, 10210 à 10217, 12175², 12710 à 12713.

ET. GUILLEMOT.

BB²².

GRÂCES COLLECTIVES. GRÂCES POLITIQUES.

Les dossiers de grâces dites collectives, c'est-à-dire “ accordées annuellement dans les bagnes et prisons ”, suivant les termes de l'ordonnance du 6 février 1818, et les grâces politiques du Second-Empire avaient été l'objet, au Ministère de la Justice (Bureau des Grâces), de classements distincts répartis de la façon suivante : 1° les grâces demandées et accordées pour le baptême du duc de Bordeaux (1821) [dossiers classés par cours d'appel]; 2° les dossiers de grâces demandées et accordées à l'occasion de la fête du Roi (1818-1829), classés par ordre alphabétique des noms de condamnés; 3° les grâces collectives accordées annuellement (1830-1856) [dossiers classés par année de la grâce]; 4° les dossiers “ politiques ” des individus condamnés par les Commissions mixtes de 1852 et graciés de 1852 à 1856 (série G.P.) classés par année et date du mois de l'octroi de la grâce. Ce sont ces papiers⁽¹⁾ qui, transférés aux Archives nationales avec les versements de 1827, 1846, 1866, 1877 et 1884, ont constitué la sous-série BB²². Le classement de ces liasses a été intégralement maintenu, aux Archives, tel qu'il avait été formé au Ministère, mais on a dû effectuer dans ce fonds des triages importants, suivant les directives indiquées plus haut, pour en dégager les documents qui présentaient un intérêt historique. Les affaires sur lesquelles la sous-série BB²² peut, précisément, fournir des renseignements utiles à l'histoire sont à peu près les mêmes, quoique dans une mesure plus restreinte, que celles qu'on peut trouver dans les sous-séries BB²¹ et BB²⁴ : un dossier individuel, en effet, avait été constitué pour chacun des individus graciés collectivement et ces dossiers renferment souvent des rapports détaillés sur les affaires et sur les inculpés. Pour avoir une idée de ce que ce fonds peut contenir, il suffira d'ailleurs de consulter, en tenant compte des dates indiquées ci-dessus, la liste générale donnée pages 123 à 127 des catégories de dossiers conservés dans l'ensemble des quatre sous-séries. Les dossiers des inculpés des Commissions mixtes de 1852, cotés BB²² 131 à 189, n'ont subi aucun triage. Ils doivent être signalés plus particulièrement car ils forment une partie importante de la sous-série et sont une source pour l'histoire de l'insurrection de 1851 et des agissements révolutionnaires, qui ont précédé ou suivi le coup d'État du 2 décembre, dans les communes où ces individus ont été poursuivis⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les premiers articles de la sous-série BB²² sont composés de mélanges : remises de peines, 1791 ; amnisties, grâces ou propositions de grâces en faveur de déserteurs et autres, an VIII-1813 ; forçats graciés par le duc d'Angoulême, 1815.

⁽²⁾ La sous-série BB³⁰ contient aussi des dossiers de condamnés des Commissions mixtes.

Les indications qu'on trouvera ci-dessous ne peuvent offrir qu'un aperçu sommaire du contenu de ces papiers. Pour des recherches approfondies, il sera nécessaire d'utiliser l'inventaire détaillé de BB²² (1 registre manuscrit : inv. n° 872) et la table sur fiches par noms propres et par matières.

BB²² 1-6. Remises de peines à des condamnés de droit commun. 1791. -- Correspondance au sujet du décret d'amnistie du 25 avril 1810; application de ce décret; instruction. 1810-1811.

BB²² 7. Amnistie, grâces ou propositions de grâces en faveur de détenus condamnés par les anciens tribunaux de la Hollande (listes par départements : Bouches-de-la-Meuse, Ems-Occidental, Yssel-Supérieur, Zuyderzée). 1811-1813.

BB²² 8-11. Affaire des condamnés employés à l'expédition d'Irlande en 1796-1797 (recours en grâce, rapports, correspondance, circulaire), an VIII-an XIII. -- Forçats mis en liberté en vertu des ordres du duc d'Angoulême (condamnés par la Cour de justice criminelle de la Seine, par le tribunal criminel de la Manche), an II-1815. -- Commutation de peine en faveur de J. P. Pons Turriers, chef de brigands dans les départements méridionaux, condamné à mort par la Cour de justice criminelle des Basses-Alpes, le 29 prairial an xi. -- Rapports sur la grâce éventuelle de déserteurs, de marins français pris sur des bâtiments ennemis et prévenus d'avoir porté les armes contre la France (1812), de militaires condamnés, notamment pour participation à la révolte de la 7^e demi-brigade de l'armée d'Italie, à Marseille le 22 fructidor an VII, à l'insubordination de la 33^e demi-brigade à Mantone, le 26 ventôse an VI. Ventôse-jours complémentaires an XIII. -- Avis et rapports sur des commutations de peine en faveur de déserteurs détenus aux bagnes de Nice, Cherbourg, Lorient et Toulon. An XIII-1813.

BB²² 12-14. État des déserteurs (la plupart originaires des départements étrangers) proposés pour la grâce et susceptibles de “ reprendre du service dans les armées de Sa Majesté ”. 1813. -Grâces accordées pour le baptême du duc de Bordeaux (1821) à des individus condamnés notamment pour les affaires suivantes (classement par cours) : *Cour d'Angers*. Troubles au bourg de Verchers (Maine-et-Loire) en 1815 [S. 3 2918]. *Cour de Besançon*. Nombreux vols de subsistances, en 1816-1817, dans les départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura [S. 5 262]. *Cour de Bordeaux*. Complot contre le gouvernement à Bordeaux, en 1816 (Affaire Randon) [S. 3 3501].

BB²² 15-23. Grâces accordées à l'occasion du baptême du due de Bordeaux (1821) [suite]; *Cour de Dijon*. Propos alarmants répandus par un cultivateur à Lucenay (Saône-et-Loire) le 8 octobre 1816 [S. 4 5005]. *Cour de Lyon*. Cris de “ Vive l'Empereur ”, dans une église de Montbrison (Loire) en décembre 1815 [S. 5 254]. *Cour de Paris*. Pillage de grains à Bagneux (Marne), à Étrelles et à Vanlay (Aube) en 1817 [S. 3 4010, S. 4 5368]. *Cour de Toulouse*. Chansons séditieuses et cris de “ à bas les Bourbons, vive l'Empereur ”, à Castres (Tarn), le 14 septembre 1815 [S. 4 132]. -- Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi, 1818-1829 (classement par ordre alphabétique des noms); individus condamnés pour cris, propos, attroupements et faits séditieux, émeutes à propos des subsistances, etc., et notamment pour les affaires suivantes : complot bonapartiste dans les Landes en 1816 (affaire *Bagnères* et autres) [S. 3 3002; S. 4 415, *Castelz*]; nombreux incendies, de 1816 à 1819, dans la commune de Landouzy-la-Ville (Aisne) [S. 4 3971, *Berthault*].

BB²² 24-29 à 39-50. Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi (grâces et rejets), 1818-1829 (suite) [classement par ordre alphabétique des noms]; individus condamnés pour complots, cris, propos, faits séditieux, émeutes à propos des subsistances, affaires locales, troubles dans les communes etc., notamment, pour participation aux affaires suivantes :

24-29. Affaire du général Berton en 1822 : complicité de J. J. *Civrai* [S. 6 866] ; rec. en grâce du s' *Delalande* [S. 5 4230]. -- Émeute à La Sône (Isère), le 3 avril 1815 : assassinat du maire [S. 4 5348, *Coste*]. -- Émeute à Toulouse, le 15 août 1815 : assassinat du général Ramel [S. 3 4675, *Daussonne*]. -- Conspiration de Grenoble, en mai 1816 : rec. en grâce du s' David et autres [S. 3 3145]. Voir aussi BB²² 30-38, d' S. 4 2462, *Enselme*. -- Tentative d'enlèvement de la recette du département du Cantal, sur la route d'Aurillac à Clermont, en 1816 : le s' Degrenon, chef du complot [S. 4 5021]. -- Complot de Belfort, en décembre-janvier 1822 : rec. en grâce de Brutus-César *Dublar*, ancien officier [S. 6 671].

30-38. Conspiration du 19 août 1820 à Paris : rec. en grâce de *Gauthier de la Verderie*, lieutenant de grenadiers de la Garde royale [S. 6 49]. -- Recours en grâce de Louis *Hairon*, de la commune de Teurtheville-Hague (Manche), condamné pour avoir donné asile à l'ex-conventionnel Carpentier, 1819 [S. 4 3424]. -Troubles à Tournus (Saône-et-Loire), suscités par les “ Compagnons du Devoir de Salomon ”, en 1825 [S. 7 20, *Lacour*]. -- Conspiration des “ Patriotes de 1816 ” à Paris : complicités de *Lascaux* et de J. B. Ant. *Lefranc* [S. 4 2438 et S. 4 1873]; participation de Babeuf, Ch. Warin et Arm. Lebrun (rapport au Directeur des Affaires criminelles sur ces condamnés [S. 3 3186, *Manière*].

39-50. Troubles à Gray (Haute-Saône), le 6 juillet 1815; menaces de mort contre le Préfet: participation du s' *Pelicot* [S. 3 2337]. -- Mouvement populaire à Nevers, le 14 mars 1815, “ en faveur du retour de l'usurpateur ” [S. 4 1009, *Simonot*].

BB²² 51-88 à 124-128. Grâces demandées à l'occasion de la fête du Roi (grâces et rejets), 1818-1829 (fin). -- Grâces, réductions de peines (1830-1856) accordées à des individus condamnés pour cris, propos séditieux ou offensants pour le chef de l'État, pour participation à des brigandages, émeutes, coalitions, affaires locales, troubles à propos des subsistances, des droits réunis, des droits d'octroi, à des sociétés secrètes, à la chouannerie (1832), aux journées des 5 et 6 juin 1832, insurrections des 12 et 13 mai 1839, dévastations des lignes et stations de chemins de fer, de châteaux, etc., en février 1848, aux insurrections de Rouen, des 27, 28 avril 1848, à celles de juin 1848, du 13 juin 1849, aux mouvements insurrectionnels de décembre 1851 et pour plusieurs des affaires énumérées pages 123 à 127. (classement par ordre chronologique des grâces).

On peut noter :

51-66. 1830. Brigandages commis par des individus faisant partie d'une compagnie franche, en Saône-et-Loire. 1814 [S. 3 564]. -- 1831. Désordres à Moissac (Tarn-et-Garonne), en 1830, à propos des droits réunis [S. 7 8908]. -- 1832. Affaire dite de Soissons : conspiration contre les Bourbons, le 5 juin 1817 (dans le département de l'Aisne) [S. 4 752]. -- Attaque de la garde nationale par 300 jeunes gens, aux cris de “Vive la République”, sur le quai d'Orsay, à Paris, le 15 février 1831 [S. 8 1773, 2263]. -- 1833. Dévastation de l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, à Paris, par une bande de 400 individus, le 15 février 1831 [S. 8 1259]. -- Troubles à Paris, quai de la Mégisserie et place de Grève, pendant le choléra, en avril 1832 [S. 8 6091]. -- Attentat de la nuit du 1^{er} au 2 février 1832 [rue des Prouvaires] complicité de Landry Chéry [S. 8 6451]. -- Affaire des Saint-Simoniens : Michel Chevalier, gérant du *Globe*, Prosper Enfantin et Charles Duveyrier condamnés, le 28 août 1832, pour “ outrage à la morale publique ” [S. 8 8349].

67-82. 1835. Attaque par des brigands de la diligence de Bourbon-Vendée à Saumur en 1817; vol de la recette de Beaupréau (Maine-et-Loire) dans la forêt de Beaulieu, le 21 juin 1819 [S. 5 3472]. -- 1836. Pertes “ immenses ” causées au commerce de plusieurs villes,

notamment de Lyon, S^t-Étienne, Chaumont, par une bande de marchands ambulants (“leveurs d’Auvergne” ou “bande noire des colporteurs auvergnats”), en 1826 [S. 7 3243].

83-100. 1846. Complots de républicains, dans les arrondissements de Marseille, Carpentras, Orange et Avignon, en mars 1841 : participation du s' Roux, tourneur, “ de la société républicaine d'Orange et de Marseille” [S. 2 4322].

101-111. 1849. Émeute d'ouvriers à Reithel, le 20 mars 1848: destruction de métiers à filer [S. 3 7946]. -- 1850. Secte religieuse des “Béguins”, à Saint-Jean-Bonnefonds (Loire) : rec. en grâce du chef de cette secte, condamné pour rébellion en juillet 1848 [S. 4 957]. -- 1852. Dévastations sur les lignes de chemins de fer du Nord, de Saint-Germain et de l'Ouest (Paris à Rouen) notamment à Pontoise, Auvers, Saint-Denis, aux Mureaux et à Meulan, à l'Isle-Adam, Enghien, Ermont et Franconville, les 25 et 26 février 1848 [21 dossiers, de S. 3 6138 à S. 4 1591, notamment S. 3 7962].

112-118. 1852. Insurrection de décembre 1851 dans le département du Var : participations [S. 52 2226, 2540, 2603, 2717, 2719, 3092, 4976, 4997, 5066; 1853, d' S. 52 5068; 1854, d' S. 53 6113]. -- 1853. Incendie du pont de Bezons (ligne du chemin de fer de Paris à Rouen), le 25 février 1848, par une bande d'émeutiers [S. 3 7404].

119-123. 1856. Tentative d'incendie du pont de Maisons-Lafitte par des charretiers de bateaux et autres, le 26 février 1848 [S. 3 7197]. Voir aussi BB²² 124-128, d' S. 53 3406. -- Mouvement insurrectionnel à Marseille, les 22 et 23 juin 1848 [S. 4 1566].

124-128. 1856. Insurrection du 13 juin 1849 [manifestation contre l'Assemblée législative] : participation de Daniel Lamazière, ancien représentant de la Haute-Vienne [S. 52 1599]. -- Société secrète “La Solidarité révolutionnaire” (fondée pour assassiner l'Empereur), 1854 : affiliés [S. 54 5543, 5919].

BB²² 129 et 130. Inculpés des événements de décembre 1851, condamnés par les Commissions mixtes de 1852.

129. Décisions du général comte de Goyon, commissaire extraordinaire du gouvernement, nommé pour reviser les jugements des Commissions mixtes (état des détenus mis en liberté, expulsés ou internés), avril 1852-mars 1853. -Décisions des Commissaires extraordinaires à l'égard des inculpés : grâces ou commutations (listes classées par départements). -- Lettres de soumission de condamnés politiques mis en liberté et dont la peine a été commuée, par décision du général de Goyon. -- Renseignements donnés sur les inculpés : correspondance des préfets avec les Commissaires extraordinaires du gouvernement, le Ministre de la Police, etc.; certificats délivrés par les maires (classement départemental). 1851-1853. -- Ex-représentants inculpés et expulsés par décret du 9 janvier 1852: général Le Flo, Raynal (Th.), Viguier (J. P. Ch.), Miot (Jules), Dussoubs (G.), Combier, Riehardet (V.), Jehl (Ignace), Maigne (Fr.), Testelin (Ach.), Roselli-Mollet, Deville (J. B.), Bertholon (César), Duché (T. M.). 1852-1855, -- Grâces accordées aux condamnés politiques de Pont-de-Vaux (Ain), à Seline-Davenay, ancien rédacteur du *Peuple Vosgien*, à Th. Gontay, avocat à Thiers. 1852-1856. -- Tableau général des individus arrêtés ou poursuivis en France, à l'occasion de l'insurrection de décembre. --Inculpés graciés en 1852 et 1853. -- Inculpés de décembre résidant à l'étranger : correspondance à leur sujet. 1852-1853.

130. Réponses des préfets à la circulaire du 13 novembre 1852 : envoi de tableaux et états des inculpés de décembre susceptibles d'être graciés; inculpés pour lesquels le préfet émet

un avis défavorable (classement départemental), nov.-déc. 1852. -- Transportés du camp de Douéra malades, infirmes ou insubordonnés, avril-juin 1853. -- Inculpés de décembre recommandés à la clémence de l'Empereur par le Prince Napoléon, janvier-août 1853 -- États de propositions en faveur des “ transportés de 1852 ”, détenus à Lambèse. 1855. -- Soumissions et grâces de transportés de la Guyane française (listes). 1853-1854. -- Listes de transportés de 1852, coupables d'insubordination ou d'évasion. 1852-1853. -- Soumissions d'inculpés condamnés à la transportation et réfugiés à l'étranger. 1856. -- État des inculpés de décembre soumis à des mesures de sûreté générale et sur lesquels le Ministre de l'Intérieur appelle la clémence de l'Empereur (par départements, sauf la Seine). -- “ États de propositions en faveur des transportés de 1852, qui ont été signalés par leur bonne conduite et par leurs sentiments de repentir ” (par départements). 1856.

BB²² 131 à 189. Insurrection de décembre 1851 : grâces accordées aux individus condamnés par les Commissions mixtes pour participation à l'insurrection, à des sociétés secrètes ou pour propagande socialiste (dossiers classés par date du mois et année de la grâce) [Série GP] 1852-1856.

On peut noter les localités et noms suivants⁽¹⁾:

⁽¹⁾ On n'a noté généralement ici que les inculpés dont la situation sociale était plus particulièrement en vue et dont les dossiers, d'autre part, pouvaient fournir des renseignements sur l'insurrection tels que : anciens représentants, préfets ou sous-préfets, prêtres, officiers, maires, magistrats, avocats, avoués, notaires, médecins, journalistes, membres de l'enseignement. Les très nombreux dossiers d'artisans, d'ouvriers, de cultivateurs, journaliers, etc., conservés sous les cotes BB²² 131 à 189, n'ont pas été indiqués; on trouvera dans l'inventaire manuscrit de BB²² ceux qui peuvent être utilisés pour l'histoire de la résistance au coup d'État du 2 décembre.

131. Grâces du 22 mars au 23 avril 1852. -- 25 mars : Senlis (Oise) doss. du doct' Bellanger, 78 GP. -- 27 mars : Nevers, doss. Pineau, avocat, 177 GP. -- 29 mars : Limoges, doss. Patapy, avoué, 341 GP. -4 avril : Bordeaux, dossiers de Crugy, Compan, Galos, rédacteurs du *Courrier de la Gironde*, 2328 GP; -- Souillac' (Lot), doss. Celarié, avocat, 587 GP; -- Cosne et Neuvy (Nièvre), doss. Dardenne, anc. notaire, 615 GP; -Donzy (Nièvre), doss. Serizier, avocat, 616 GP; -- Castillon (Gironde), doss. Cauzit, docteur en médecine, 637 GP. -- 6 avril : Nancy (Meurthe-et-Moselle), doss. La Flize, avocat, 197 GP; -- Voiteur (Jura), doss. Noir, médecin, 508 GP; -- Saint-Germain-Chassenay (Nièvre), doss. Thibault, beau-frère de l'ex-représentant Rouet, 706 GP. -- 7 avril : Toulouse, doss. Achard, rédacteur au journal *La Civilisation*, 735 GP. -- 10 avril : Nancy, doss. Blanc, vicaire, 603 GP; -- Châteauroux (Indre), doss. Lambert (Al.), rédacteur au *Travailleur de l'Indre*, 808 GP. -- 20 avril : Bouesse et Châteauroux (Indre), doss. Pinès, maire de Bouesse, 947 GP; -- Moulins, doss. Bureau-Desetivaux, avocat, ancien commissaire du gouvernement provisoire dans la Creuse,

950 GP. -- 22 avril : Dijon, doss. Guillié, conseiller municipal, 1125 GP. -- 23 avril : Tonnerre (Yonne), doss. Cœnrderoy, médecin, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, à Tonnerre, 87 GP; -- Niort, doss. Clerc-Lasalle, vice-président du Tribunal, 1032 GP.

132. Grâces du 7 mai au 14 juillet 1852. -10 mai : Beaurepaire (Isère), doss. Gaston (J.), médecin, conseiller général, 1202 GP. -17 mai : Saint-Paul-La-Roche (Dordogne), doss. comte de La Barthe, 1248 GP. -- 28 mai : Versailles (S.-et-O.), doss Augc, avocat, 1203 GP; -- Paris, doss. Krabbe, libraire-éditeur, fondateur de la “ Société des Ménages ”, 1220

GP. -2 juin : Mirebeau (Vienne), doss. Limouzineau, ancien avoçat, 1243 GP. -- 4 juin : Castandet (Landes), doss. abbé Maumen, curé, 1276 GP ; -Perpignan, doss. Dalverny, journaliste, 1300 GP. -- 7 juin : Pont-Saint-Esprit (Gard), doss. Jeannin, anc. notaire, 1233 GP. -- 11 juin : Saint-Gengoux (Saône-et-Loire), doss. Royer, notaire, 116 GP; -- Ruffey (Jura), doss. Petot, ex-adjoint au maire, 1339 GP; -- Ambert (Puy-de-Dôme), doss. Monteilhet, médecin, 1546 GP. -- 12 juin : Bouzy (Loiret), doss. Vion, prêtre, anc. instituteur, anc. maire, 652 GP. -16 juin : Londres (Lot-et-Garonne), doss. Lessence, curé de S^t-Étienne, 114 GP. -19 juin : Linards (Haute-Vienne), doss. Faucher, notaire, 359 GP; -- département de la Drôme, doss. Mathieu, anc. représentant de la Drôme, expulsé du territoire par décret du 9 janvier 1852, 1556 GP. -- 21 juin : Roanne (Loire), doss. Chatagnier, juge au Tribunal, 166 GP. -- 24 juin : Paris, doss. Panet, médecin, fondateur de la société "La Presse du Travail"; doss. Whary, membre de "l'Association fraternelle des Tailleurs", 139 GP. -- 26 juin : Montpellier, doss. Beaume, avoué, 739 GP. -28 juin : Javerlhac et Piégut (Dordogne), doss. Bourdinaud, notaire, 1178 GP. -- 30 juin : Lussan, Saint-André d'Olérargnes et Christol (Gard), doss. Monteil (Jacques), peintre d'histoire, 1234 GP; -- Lorient (Morbihan), doss. Beauvais, avocat, ancien maire, 1428 GP; -Libourne (Gironde), doss. Brachet, notaire, 1740 GP; -- Barcelonnette (Basses-Alpes), doss. Collomp, président du Tribunal, 1756 GP. -7 juillet : Manosque (Basses-Alpes), doss. Alivon, secrétaire de la mairie, 1363 GP.

133. Grâces du 15 au 28 août 1852⁽¹⁾. -19 août : Lunéville (Meurthe-et-Moselle), doss. Cosson, notaire, maire, 192 GP. -- 25 août : Tain (Drôme), doss. Rostaing (Marie-Hipp. de), 1101 GP. -- 28 août : Digne (Basses-Alpes), doss. Sauve, avocat, 2191 GP; doss. Latil, vice-président du Tribunal, 2202 GP.

⁽¹⁾ Voy. aussi BB²² 179 et 180 (Grâces du 15 août 1852).

134. Grâces du 1^{er} au 30 septembre 1852. -- 1^{er} septembre : Maligny (Yonne), doss. Sigault, médecin, 399 GP. -- 7 septembre : Saint-Chinian (Hérault), doss. Isoard, fabricant de drap, 1866 GP. -- 8 septembre : Thury (Yonne), doss. Guillier, médecin, 74 GP; -- Nancy (Meurthe-et-Moselle), doss. Quesne, rédacteur du *Républicain de la Moselle*, 465 GP; -- Rodez doss. Pons, avocat, 1066 GP. -- 11 septembre : Paris, doss. Hibback, restaurateur, 1452 GP. -- Grâces à l'occasion du passage du Prince Président dans les départements du Cher et de la Nièvre (15 septembre), de l'Isère (22 septembre), de Vaucluse (24 septembre), du Var (28 septembre), des Bouches-du-Rhône et des Basses-Alpes (29 septembre).

135. Grâces accordées par le Prince Président de la République à l'occasion de son passage dans les départements suivants : Hérault (1^{er} octobre 1852), Aude (3 octobre), Haute-Garonne (5 octobre), Lot-et-Garonne (6 octobre), Gironde (9 octobre) [notamment : Bordeaux, doss. Hermitte, avocat, 854 GP; Libourne, doss. Boutin, avoué, 1527 GP], Deux-Sèvres (13 octobre) [notamment : Parthenay, doss. Ganne, médecin, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, 450 GP; Niort, doss. Chaumier, négociant, juge supp' au Tribunal de Commerce, 606 GP], Indre-et-Loire (15 octobre); Loir-et-Cher (16 octobre). -- Grâces du 17 au 30 octobre 1852. -- 20 octobre : Perpignan, doss. Massot, médecin, Picas, avocat, 169 GP; -- Châteauroux (Indre), doss. Barboux, avoué, 1068 GP; -- Étampes (Seine-et-Oise), doss. Lavigne, anc. mairé en 1848, 1943 GP; -Fons (Gard), doss. Antonin, anc. maire, 2526 GP. -- 23 octobre : Pierrefonds (Oise), doss. Caboche, médecin, 2576 GP.

136. Grâces du 10 au 24 novembre 1852. -10 novembre : Auch, doss. Alem-Rousseau, avocat, ex-représentant du Gers à l'Assemblée Constituante, 97 GP. -- 17 novembre :

Montoisson (Drôme), doss. Morin, notaire, 352 GP. -- 18 novembre : Digne, doss. Itard, notaire, fondateur du journal *L'Indépendant des Alpes*, 2778 GP; -- Agen, doss. Dauzon, avocat, 1269 GP; -- Villeneuve (Lot-et-Garonne), doss. Brondeau, maire, 1648 GP; -- inculpés du département de Vaucluse. -- 20 novembre : Montfrin (Gard), doss. Marcellin, maire, 1377 GP; -- Châtillon-sur-Sèvre (Deux-Sèvres), doss. Fruchard, officier de santé, 1483 GP; -- Orange (Vaucluse), doss. Benet, commerçant, sous-commissaire du gouvernement, en 1848, 2044 GP. -- 24 novembre: grâces accordées par le Prince Président à l'occasion de son passage dans le département du Var [notamment : Carnoules (Var), doss. Bouisson, maire, 1287 GP; Cuers (Var), doss. Roubaud, maire, 2108 GP; Brignoles (Var), doss. Martre, greffier de la justice de paix, 2753 GP].

137. Grâces du 2 décembre 1852, accordées à l'occasion de l'avènement de l'Empire; notamment : Cosne (Nièvre), doss. Lahaussais, clerc de notaire, 4 GP; -- Digne, doss. Goujon, employé à la Préfecture, professeur, 558 GP; -- Esparron-de-Verdon (Basses-Alpes), doss. Isoard, secrétaire de la mairie, 559 GP; -- Digne, doss. Bertrand, instituteur, 1383 GP; -- Marmande (Lot-et-Garonne), doss. Durand-Bernard, notaire, 2615 GP. -- États des transportés politiques de 1852, qui ont fait des demandes de grâce et, que le Gouverneur général de l'Algérie recommande au Ministre de la Guerre (avec l'avis du préfet sur la grâce éventuelle de ces condamnés), pour les départements suivants : Allire, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Aveyron, Cher, Gironde, Isère, Jura, Loiret, Lot-et-Garonne, Nièvre, Oise, Puy-de-Dôme, Rhône, Var. [Ces états contiennent des appréciations sur le rôle des inculpés pendant les événements de décembre].

138. Grâces du 4 décembre 1852. -- Saint-Sauveur (Yonne), doss. Dousset, propriétaire, 1917 GP; -- Sérignan (Vaucluse), doss. Raymond, géomètre, 2118 GP; -- Montjoux (Drôme), doss. Rousset, maire, 2154 GP; -- Vers-en-Montagne (Jura), doss. Morel, médecin, 2593 GP. -- États des transportés politiques, qui ont fait des demandes en grâce, recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie (par départements) : Allier, Alpes (Basses-), Aveyron, Bouches-du-Rhône, Creuse, Drôme, Eure-et-Loir; Gard, Gers, Jura, Loiret, Seine, Seine-et-Oise, Var. (Ces états contiennent l'avis des préfets sur les inculpés).

139. Grâces du 6 décembre 1852. -- Faux-la-Montagne (Creuse), doss. Pourthier, notaire, 289 GP; -- Salavas (Ardèche), doss. Nicati, pasteur protestant, 1310 GP; -- à noter aussi des états de transportés politiques recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie (Haute-Loire, Lot-et-Garonne, Nièvre, Yonne). -- Grâces du 8 décembre 1852 : Nancy, doss. Louis (Fr.-Ange), avocat, 193 GP; -- Metz, doss. Lalire, rédacteur du *Patriote de la Meurthe*, 865 GP; -- Saint-Sauveur (Yonne), doss. Sibilat, propriétaire, 1453 GP ; -- à noter des états de transportés politiques ayant fait des demandes en grâce et recommandés par le Gouverneur général de l'Algérie (par départements) : Hérault, Nièvre, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Seine, Seine-et-Marne, Tarn, Vaucluse, Vienne (Haute-).

140. Grâces du 11 décembre 1852. -- Paris, doss. Abazaër, marchand de cristaux, 69 GP; - La Celle-Saint-Cyr (Yonne), doss. Roy, officier de santé, 1278 GP; -- Bordeaux, doss. Doeteur, ancien sous-préfet de Rochefort, 1512 GP; -- Fleurines (Oise), doss. Deblois, artiste graveur et aubergiste, 1910 GP; -- Leugny (Yonne), doss. Garet, notaire, 1935 GP ; -- Tannay (Nièvre), doss. Allix, ancien officier, fils du généra!, 2053 GP; -- Bayonne (Basses-Pyrénées), doss. Delissalde, négociant, ex-colonel de la garde nationale, 2161 GP; -- Lapalisse (Allier), doss. Amaury, chef de bureau à la sous-préfecture, 1123 GP; -- Robert-Espagne (Meuse), doss. Bonet, percepteur, 2238 GP; -- Paris, doss. Deligny, dentiste, 2329 GP; -- Taingy (Yonne), doss. Goudron, maire, 2545 GP; -- Marseille, doss. Descatte, employé de banque, 2672 GP. - Parmi les dossiers ou pièces isolées, sans cotes,

classés par départements, on peut noter, pour la Vendée, un avis du préfet sur la grâce de Clémenceau.

141. Grâces du 15 décembre 1852. -- Châteaurenault (Indre-et-Loire), doss. Loreau, médecin, 776 GP; -- Cabara (Gironde), doss. Brisson, maire, 857 GP; -- canton de Voiteur (Jura), doss. Barbier, gérant de *La Tribune de l'Est*, 1366 GP; -- Saint-Arroman (Hautes-Pyrénées), doss. Beziade, instituteur, 1518 GP; -- Bio (Lot), doss. Montet, maire, 1569 GP; -- Lormes (Nièvre), doss. Billaud, juge de paix, 1593 GP; -- Sancerre (Cher), doss. Dugenne, médecin, 1964 GP; -- Limoges, doss. Ricroch, gérant de l'Association des porcelainiers de Limoges, 2437 GP.

142. Grâces du 18 décembre 1852. -- Joigny (Yonne), doss. D. et Ch.-J. Grenet, médecins, 91 GP; -- Rodez, doss. Bouloumié, avocat, 98 GP; -- Bourgneuf (Creuse), doss. Rouchon, ancien maire, notaire, 181 GP; -- Montblanc (Hérault), doss. Caussat, secrétaire de la mairie, 236 GP; -- Dijon, doss. Gamet, avocat, 376 GP; -- Saint-Junien (Haute-Vienne), doss. Thomassin, notaire, 480 GP; -- Ouzouer-sur-Trézée (Loiret), doss. Benoit, notaire, 718 GP; -- Lésignan-la-Cèbe (Hérault), doss. Jammes, ancien maire, 1167 GP; -- Montferrier et Montpellier (Hérault), doss. Cavani, médecin, et Clergeau, teneur de livres, 1230 GP; -- Doulevant-le-Château (Haute-Marne), doss. Lacour, médecin, 1283 GP; -- Paris, doss. Gardembas, secrétaire de la "Réunion de la Montagne", 1543 GP; doss. Semel, clerc de notaire, 1658 GP; -- Lunéville (Meurthe-et-Moselle), doss. Pariset, notaire, 2029 GP; -- Saint-Étienne (Loire), doss. Combe, ancien avoué, 2268 GP.

143. Grâces des 22 et 29 décembre 1852. -29 décembre : Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), doss. Constans, avoué, 64 GP; -- Château-Chinon (Nièvre), doss. Baujard, avocat, 431 GP; -- Barran (Gers), doss. de Sariac, 496 GP; -- Auch (Gers), doss. Gastineau, rédacteur gérant de *L'Ami du Peuple*, 497 GP; -- Mirande (Gers), doss. Barbé, secrétaire de la mairie, 904 GP; -- Puissalicon (Hérault), doss. Delhon, médecin, 952 GP; -- Lanzac (Lot), doss. Grèzes, médecin, 1457 GP; -- Millau (Aveyron), doss. Bonhomme, banquier, 1484 GP; -- Caderousse (Vaucluse), doss. Guérin, médecin, 1524 GP; -- Rodez, doss. Falq, imprimeur, Labarthe, avocat, gérant du journal *L'Aveyron républicain*, 1572 et 1574 GP; -- Bellénaves (Allier), doss. Desfilhes, médecin, 1887 GP; -- Le Change (Dordogne), doss. Lestrade, ancien instituteur, administrateur du *Républicain de la Dordogne*, 2022 GP; -- Marcillac (Aveyron), doss. Garrigues, médecin, 2168 GP; -- Castanet (Aveyron), doss. Chincholle, commandant de la garde nationale, 2212 GP; -- Cunlhat (Puy-de-Dôme), doss. Lafarge, secrétaire de la mairie, 2449 GP; -- Digne doss. comte J. Du Chaffaud, ancien représentant des Basses-Alpes et C. Du Chaffaud, avocat, 2603 GP.

144. Grâces du 5 janvier 1853. -- Saint-Just (Marne), doss. Napias, directeur de la Colonie de Saint-Just, 135 GP; -- Auch, doss. Canteloup, avocat, 900 GP; -- Mayenne (Mayenne), doss. Godard-Beauchêne, ancien maire, ancien sous-commissaire du gouvernement provisoire, 955 GP; -- Corneilla-de-la-Rivière (Pyrénées-Orientales), doss. Solatges, ancien officier, 1734 GP; -- Saint-Yrieix (Haute-Vienne), doss. Roudeau, avoué, 2770 GP.

145. Grâces du 8 janvier 1853. -- Vic-Fezensac (Gers), doss. Chastel, adjoint au maire, 240 GP; -- Roanne (Loire), doss. Boulet, avoué, 263 GP; -- Limoges, doss. Frichon, avoué, 544 GP; -- Vittel (Vosges), doss. Munich, notaire, 864 GP; -- Lille, doss. Delaville, ex-procureur de la République, 1584 GP. -- A noter aussi dans les recours en grâce et actes d'adhésion au gouvernement (sans cotes), classés par départements : Dordogne (doss. Chavoix, ancien représentant du peuple à l'Assemblée législative).

146. Grâces des 12 et 15 janvier 1853. -- *12 janvier* : Tonnerre (Yonne), doss. Bolleraut, architecte, 834 GP; -- Limoges, doss. Villegoureux, porcelainier, 1183 GP.
147. Grâces des 19 et 26 janvier 1853. -- *19 janvier* : Gréoux (Basses-Alpes), doss. Charruy, maire, 23 GP; -- Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre), doss. Rat (Ch.-And.), conseiller général, 1424 GP; -- Masseube (Gers), doss. Breuils, maire, 1983 GP; -- Vanves (Seine), doss. Belin, conseiller municipal, 2083 GP. -- *26 janvier* : Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), doss. Chaffin, avocat, 337 GP.
- 148 à 161. Grâces accordées à l'occasion du mariage de l'Empereur (2 février 1853) : classement départemental.
148. Ain, Allier, [Alpes (Basses- et Hautes-), voir BB²²149], Ardèche. Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron.
149. Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-).
150. Bouches-du-Rhône, Cantal, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse.
151. Dordogne, Doubs, Drôme.
152. Eure, Eure-et-Loir, Gard, Garonne (Haute-), Gers, Gironde.
153. Hérault.
154. Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire (Haute-), Loiret.
155. Lot, Lot-et-Garonne.
156. Maine-et-Loire, Marne, Marne (Haute-), Mayenne, Meurthe, Meuse, Nièvre, Nord, Oise.
157. Puy-de-Dôme, Pyrénées (Basses-) Pyrénées-Orientales.
158. Rhin (Bas-), Rhône, Saône (Haute-) [notamment doss. Haguenin, ex-représentant de la Haute-Saône], Saône-et-Loire, Sarthe, [Seine, voir BB²²159], Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Sèvres (Deux-), Somme.
159. Seine.
160. Tarn, Tarn-et-Garonne, Var.
161. Vaucluse, Vienne (Haute-), Vosges, Yonne.
162. Grâces des 12, 16 et 23 février 1853. -- Notamment, *12 février* : Bretenoux (Lot), doss. Beral (J.-B.), avocat, anc. procureur de la République près le tribunal de Cahors, 209 GP. -- *23 février* : Arras, doss. Ayraud ou Hayraud-Degeorges, homme de lettres, directeur des sociétés secrètes du Pas-de-Calais, 2193 GP.
163. Grâces du 2 mars 1853. -- Notamment : Troyes (Aube), doss. Habert (J.-Cl.), architecte, 1404 GP; -- Puissalicon (Hérault), doss. Causse (J.-P.), adjoint au maire, 1504 GP; -- Lain (Yonne), doss. Girault, médecin, 2754 GP.
164. Grâces des 12 et 23 mars 1853. -- Notamment, *12 mars* : Forcalquier (Basses-Alpes), doss. Martin (Amédée), juge, 279 GP; -- Fayence (Var), doss. Rebuffet, anc. notaire, 1290

GP; -- Dôle (Jura), doss. Bolle (G. Ant.) et Jourdy (Cl. Ant.), juges au tribunal da commerce, 1368 GP; -- Charolles (Saône-et-Loire), doss. Daviot, gérant du *Démocrate de Saône-et-Loire*, 2139 GP. -- 23 mars : Dijon, doss. Monnot, graveur, 1127 GP.

165. Grâces du 13 avril 1853. -- Notamment : Étroussat (Allier), doss. Gazard, ancien préfet de l'Allier, 174 GP; -- Premery (Nièvre), doss. Saget, notaire, 176 GP; -- Barcelonnette (Basses-Alpes), doss. Dupont, major d'infanterie, 309 GP; -- Niort, doss. Gorrin, médecin, rédacteur à *L'OEil du Peuple*, 509, 540 et 542 GP; - Tours, doss. Girard, avoué, 569 GP; -- La Garde-Freinet (Var), doss. Martel, médecin, 1333 GP; -- Saint-Mathieu (Haute-Vienne), doss. Hugonneau-Rivaud, médecin, 1521 GP; -- Poissons (Haute-Marne), doss. Chaudron, médecin, 1661 GP.

166. Grâces du 27 avril 1853. -- Notamment : Saint Étienne, doss. Martin, notaire, 1307 GP; -- Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), doss. Singlande (Jean), notaire; 2059 GP ; -Orange (Vaucluse), doss. Dugast-Estublier, médecin, 2205 GP.

167. Grâces du 7 mai au 8 juin 1853. -Notamment, 7 mai : Moulins (Allier), doss. Leclerc de Champgobert (Ange), rédacteur du journal *La Constitution de l'Allier*, 481 GP; -Châtillon (Côte-d'Or), doss. Ivory de Kernilien (Gédéon d'), 514 GP. -- 14 mai : Sens (Yonne). doss. Vinot, médecin, 849 GP; -- Lédignan (Gard), doss. Carrieu, médecin, 1450 GP; -Nérondes (Cher), doss. Turigny, médecin, 1676 GP; -- Bordeaux. doss. Bellot des Minières, juge, 2768 GP. -- 8 juin : Paris, doss. Leconte (H. Jos.), capitaine en retraite, 1012 GP.

168. Grâces du 13 août au 21 novembre 1853. -- Notamment, 13 août : Montluçon (Allier), doss. Chantemille (Aug. Fréd.), avocat, 2478 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Loiret (doss. Martin [Alexandre], ex-représentant du Loiret). -- 29 octobre : Rouillé (Vienne), doss. Giraud, pasteur protestant, 473 GP ; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Maine-et-Loire (doss. Maige, rédacteur en chef du *Précurseur de l'Ouest*, à Angers). -- 5 novembre : Marseille, doss. Curet (Jos. Marie), 2649 GP; -- Nîmes, doss. Lyon, avocat, 2733 GP; -- 21 novembre : Rochechouart (Haute-Vienne), doss. Pouzy, avoué, 643 GP.

169. Grâces des 3 et 10 décembre 1853. -- Notamment, 3 décembre : Lodève (Hérault), doss. Boissieux, notaire, 1200 GP; -- Poligny (Jura), doss. Pilet (Am. Vict.). 2160 GP; -Dôle (Jura), doss. Robert, avoué, 2240 GP.

170. Grâces du 28 décembre 1853. -- Notamment : Le Veudre (Allier), doss. Chamblasse, maire. 54 GP; -- Thiers (Puy-de-Dôme), doss. Giraud, maire, 316 GP.

171. Grâces 28 janvier 1854. -Notamment : Poligny (Jura), doss. Bergère (Hipp.), nommé sous-préfet par les insurgés, 462 GP; -- Marseillan (Hérault), doss. Maffre, maire, 1899 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements: Doubs (doss. Chambard, avocat à Pontarlier); -- Seine-Inférieure (doss. Dourille [H. J. J.], homme de lettres).

172. Grâces du 8 février au 14 juin 1854. - Notamment, 8 février : Bayonne(Basses-Pyrénées), doss. Capo de Feuillide, rédacteur de *L'Éclair des Pyrénées*, 2195 GP. -- 29 mars : Dieulefit (Drôme), doss. Thomé (J. J.), médecin, 2106 GP; -- et parmi les dossiers sans cotes, classés par départements : Seine (doss. Gilède [Félix de], ancien administrateur du journal *La Révolution* à Paris). -- 26 avril : Quissac (Gard), doss. Conduzorgues-Lairolle (Paul), pasteur, maire, 52 GP. -- 17 mai : Ploermel (Morbihan), doss. Le Guevel,

avocat, 1817 GP. -- *14 juin* : Parthenay (Deux-Sèvres), doss. Ledain, médecin, et Quillet, ex-directeur de l'École normale primaire, 447 GP, 448 GP.

173 à 178. Grâces du 12 août 1854, accordées aux inculpés des départements suivants :

173. Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cher, Corrèze, Creuse, Dordogne [notamment Bergerac, doss. Buisson, anc. sous-préfet, 1633 GP], Doubs, Drôme, Eure.

174. Gard, Gers, Gironde.

175. Hérault.

176. Isère, Jura, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Marne, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales.

177. Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Sèvres (Deux-), Tarn, [Var : voir BB²²178], Vaucluse, Vienne Haute-), Vosges, Yonne.

178. Var.

179. Grâces du 15 août 1852⁽¹⁾. -Notamment : Ampus (Var), doss. Aycard, notaire, 134 GP; -- Agen, doss. Fournel, avocat, 206 GP; -- Nérac (Lot-et-Garonne), doss. Monthus, médecin, 217 GP; - Parthenay (Deux-Sèvres), doss. Bourson, père et fils, anc. acteurs, 449 GP; -- Astaffort (Lot-et-Garonne), doss. Gauran, médecin, 665 GP; -- Beneuvre (Côte-d'Or), doss. Masson, instituteur, 720 GP; -- Arbois (Jura), doss. Bousson, médecin, 1146 GP; -- Agen, doss. Delpech, avocat, 1317 GP; -- Genestelle (Ardèche), doss. Terrasse, maire, 1350 GP; -- Villefranche-de-Longchapt (Dordogne), doss. Dezeimeris (Jean-Bapt.), anc. sous-préfet de Moissac, 1459 GP; -- Salins (Jura), doss. Babey, maire, 1680 GP.

⁽¹⁾ Les grâces du 15 août 1852 ont été placées anciennement ici, par erreur, pour des grâces du 15 août 1854; elles auraient dû faire partie de la liasse cotée BB²²133.

180. Grâces du 15 août 1852⁽²⁾. -- Notamment: Marcillac (Aveyron), doss. Capely, instituteur libre, 1762 GP; -- Roujan (Hérault), doss. Andrieu, médecin, 1941 GP; -- Nérac (Lot-et-Garonne), doss. Corne (Victor), ancien sous-préfet, 1945 GP; -- Paris, doss. Hetzel, du *National*, 2039 GP; -- 96 propositions de grâce en faveur de condamnés du département de l'Hérault, 2043 GP.

⁽²⁾ Voir la note ci-dessus.

181. Grâces du 29 septembre 1854. -Notamment : Dijon et Semur, doss. Remond, notaire, 984 GP.

182. Grâces des 25 octobre, 11 et 25 novembre 1854. -- Notamment, *25 octobre* : Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), doss. Faure, avocat, 512 GP. -- *11 novembre* : Le Puy-Sainte-Réparate (Bouches-du-Rhône), doss. Meynier, médecin, 1647 GP; -- Morteau (Doubs), doss. Amyot, anc. notaire, 2014 GP. -- *25 novembre* : grâce accordée à Alexandre de Sorbiers, homme de lettres, condamné par la Commission mixte de la Loire, pour propos injurieux contre le Prince Président à Saint-Étienne.

183. Grâces du 2 décembre 1854. -A noter les condamnés des départements suivants (dossiers sans cotes GP; classement départemental) : Hérault (doss. Moulinier, médecin); Lot-et-Garonne (doss. Darnospil, à Agen); Seine (doss. Fréville, homme de lettres).

184. Grâces du 30 décembre 1854. -A noter dans le classement départemental ; Gers (doss. Laporte, à Masseube).

185. Grâces des 13 janvier, 7 et 14 février 1855. -- Notamment, *13 janvier* : Orléans, doss. Pereira, anc. préfet du Loiret, 222 GP; -Rouen, doss. Letellier, rédacteur à *L'Émancipation normande*, 2034 GP. -- *7 février* : Paris, doss. Fonvielle (Wilfrid de) professeur de mathématiques, 392 GP; doss. Polino, ex-lieutenant-colonel du sha de Perse, 2152 GP. -- *14 février* : parmi les dossiers, sans cotes, classés par départements : Jura (doss. Sommier [A.], ancien représentant du Jura); -- Yonne (doss. Mancel [Alexandre], rédacteur en chef du *Républicain*).

186. Grâces du 31 mars au 11 juillet 1855. -- Notamment, *31 mars* : Saint-Affrique (Aveyron), doss. Pueeh, avocat, 1288 GP. -- *11 juillet* : Lurs (Basses-Alpes), doss. Latour-Bellonet, médecin [sans coté GP].

187. Grâces du 16 août 1855. -- Notamment : Altkirch (Haut-Rhin),), doss. Cassal, ancien avoué, 168 GP; -- Montpellier, doss. Castelnau, rédacteur de *L'Indépendant* et de *L'Hérault socialiste*, 274 GP; -- Mâcon, doss. Pelliât, rédacteur de *L'Avant-garde républicaine*, 1267 GP; -- Alais et Ledignan (Gard), doss. Veirun, notaire, 1795 GP; et parmi les dossiers classés par départements (sans cote GP) : Dordogne (doss. Peyramaure, avocat).

188. Grâces du 16 août 1855 (suite). -- Grâces du 22 septembre 1855, notamment département de Maine-et-Loire : doss. Rivière, avocat. -- Grâce du 7 novembre 1855 accordée au S^r Groubental, ancien rédacteur du *Courrier du Loir-et-Cher*, cond^{né} par la Commission mixte de ce département.

189. Grâces des 9 et 26 avril, 3 mai 1856. -- Notamment, *9 avril* : Digne, doss. Cotte, avocat, 611 GP; -- Montpellier, doss. Bellin, rédacteur du journal *Le Suffrage universel*, 2538 GP; -- classement départemental, doss. sans cotes GP : Dordogne (doss. Labrousse-Bosredon, médecin); -- Meuse (doss. Buvignier, avocat à Verdun). -- *26 avril* : classement départemental, Saône-et-Loire (doss. Boysset [Ch.], ancien représentant). -- État nominatif des individus condamnés à la déportation, par la Cour d'assises de Maine-et-Loire. Note sur la Commission des grâces et sur les décisions rendues par elle, du 15 mars au 6 avril 1852. Inspection des Commissions militaires; rapport de M. Haton, juge d'instruction, sur les Commissions militaires de plusieurs départements du Midi (12 février 1852); état d'esprit des populations de ces départements : travaux des Commissions militaires de Toulon, Draguignan, Digne, Avignon, Valence, Nîmes, Montpellier, Béziers, Auch, févr. 1852-déc. 1855.

BB^{22*} 190. Première division militaire. Liste générale des individus poursuivis à l'occasion de l'insurrection de décembre 1851.